



Marges

Revue d'art contemporain

06 | 2007

Art et ethnographie

La Force de l'art

Exposition du 9 mai au 25 juin 2006 - Grand Palais, Paris

Jérôme Glicenstein



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/marges/648>

DOI : 10.4000/marges.648

ISSN : 2416-8742

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2007

Pagination : 122-123

ISBN : 978-2-84292-250-4

ISSN : 1767-7114

Référence électronique

Jérôme Glicenstein, « La Force de l'art », *Marges* [En ligne], 06 | 2007, mis en ligne le 15 octobre 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/marges/648> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/marges.648>

La Force de l'art

Exposition du 9 mai au 25 juin 2006
Grand Palais, Paris.

Le 10 octobre 2005, lors d'une visite à la FIAC, le premier ministre Dominique de Villepin annonce l'organisation au Grand Palais d'« une grande exposition consacrée aux artistes français contemporains afin de donner une nouvelle visibilité à la création française ». L'exposition inaugurée sept mois plus tard regroupe des propositions de quinze commissaires autour de 200 artistes environ. Le mot d'ordre de départ aura été entre-temps assorti du souhait du ministre de la culture, de « créer des événements pour familiariser l'opinion publique à la création contemporaine », afin que « la création contemporaine fasse irruption parmi ceux qui ne fréquentent pas les musées et hésitent encore à entrer dans les galeries ». L'organisation matérielle de la manifestation va être confiée au délégué aux arts plastiques, Olivier Kaepelin, lequel va missionner la RMN pour l'organisation technique et — après quelques désistements — un groupe de commissaires aux orientations diverses, coordonné par Bernard Blistène, inspecteur général de la création, pour ce qui est du contenu. De fait, cette « chaîne » de délégations successives des responsabilités explique autant « La Force de l'art » que les hiérarchies et rapports de force sous-jacents au milieu de l'art en France. Ce pays où, comme le rappelait avec à propos la Lettre d'information du ministère de la culture, « le ministère de la culture et de la communication se place comme un acteur fondamental du monde

de l'art ». Dans ce contexte, les propos de Renaud Donnedieu de Vabres à l'occasion de l'ouverture laissent songeurs : « Qu'on ne nous parle pas d'art officiel ! Nous nous contentons de rendre cela possible, d'ouvrir un lieu, de mettre des crédits publics à la disposition de cette manifestation ». À plusieurs reprises le ministre ou les différents organisateurs vont ainsi répéter à qui veut les entendre qu'il s'agit juste de promouvoir l'art qui se fait en France, sans qu'il s'agisse pour autant d'une manifestation nationaliste. La preuve, nous disent-ils, des artistes de toutes nationalités — mais travaillant en France — y participent. Faut-il alors croire le délégué aux arts plastiques lorsqu'il déclare que « cette exposition n'a rien d'une célébration nationale. [...] Tout ce qui nous intéresse, c'est le rapport à l'art » ? Dans ce cas que deviennent les mots d'ordre du premier ministre visant à « refaire de la France un foyer vivant de la création » ?

Quoi qu'il en soit, il ne s'agit visiblement pas de « faire découvrir » ou de « faire aimer » l'art contemporain aux Français — à qui l'on a proposé sur un ton assez méprisant de se rendre à une exposition comme s'il s'agissait d'une corvée (« métro, boulot, expo »). Il s'agit plutôt pour nos grands diplomates de prétendre montrer aux yeux du monde l'excellence et la diversité de « nos » artistes, de « nos » écoles », de « nos » collections publiques, de « nos » institutions et du pays qui les abrite. Dès lors, peu importe ce qui est

montré, comment c'est montré et à qui c'est montré. Au fond, à qui s'adresse cette exposition ? Est-ce au « monde de l'art international » ? Ou au « grand public » français ? Ni l'un ni l'autre sans doute. La presse internationale en a d'ailleurs assez peu rendu compte (et plutôt de manière ironique) ; quant au grand public, les chiffres de fréquentation montrent cruellement — en dépit des communiqués triomphaux — qu'on ne s'est pas bousculé à une exposition où « à moins d'être un habitué des galeries et des centres d'art » il était « facile de se perdre dans cet afflux d'œuvres et de noms, sans repères ni explications », pour reprendre les mots de Philippe Dagen.

Peut-être faut-il surtout comprendre « La Force de l'art » comme une nouvelle occurrence d'une démarche bien française : le volontarisme politique en matière de création artistique. Il est facile de voir que cette manifestation s'inspire directement de la Biennale de Paris, qui de 1959 à 1985 a tenté d'exister aux côtés des grandes biennales internationales. Cet événement, qui avait constitué l'une des toutes premières actions entreprises par André Malraux, en tant que ministre des affaires culturelles, avait déjà pour but d'offrir « un lieu de rencontres et d'expériences pour les jeunes » ; lieu ouvert aux artistes du monde entier, en un rappel implicite de la position supposée « centrale » de la scène parisienne de l'art. « La Force de l'art » cite également « 12 ans d'art contemporain en France », plus connue sous le nom d'« exposition Pompidou ». Cette exposition de 1972 avait déjà eu lieu au Grand Palais et son but était également de produire un panorama diversifié de la création française des années précédentes et elle avait aussi été organisée par un

« panel élargi de commissaires » réunis sous la houlette de François Mathey (entre autres Alfred Pacquement, Jean Clair, Serge Lemoine et François Barré). Là encore, il s'agissait d'une demande directement formulée depuis le sommet de l'État — le Président Pompidou — au ministre chargé des affaires culturelles. Cette demande spécifiait déjà que devrait être réunie une sélection d'œuvres des principaux artistes travaillant en France (qu'ils soient Français ou non). Il était également question de s'adresser à un grand public qui selon les mots de Mathey « n'a qu'une idée confuse de la création contemporaine tandis que les conditions traditionnelles de la création se sont singulièrement transformées ». Il est un peu ironique de remarquer que l'exposition « Pompidou » faisait aussi le constat de la perte d'influence de la scène française de l'art et prétendait déjà y remédier.

Les réactions suscitées par les manifestations de ce genre sont assez instructives. En 1959, la Biennale de Paris avait fait face à une importante contestation extérieure, en raison d'une programmation jugée élitiste. En 1972, la contestation était devenue interne conduisant certains artistes à décrocher leurs œuvres pour « sortir » du cadre d'une manifestation dont ils ne voulaient pas être complices. En 2006, la contestation fait partie de l'exposition ; elle y est intégrée via les propositions d'un des commissaires (Hou Hanru). Des débats et conférences ont ainsi été organisés à « La Force de l'art » (avec la prétention de « l'infiltrer »). Cela, sous le regard bienveillant du ministre — qui avait pour sa part proposé l'installation de panneaux blancs de « libre expression ».

Jérôme Glicenstein